



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF, CARREFOUR, AIR FRANCE, UNIVERSITÉS TOUS ENSEMBLE CE N'EST QU'UN DÉBUT !

BULLETIN NPA GESTAM LE THEIL

4 AVRIL 2018

300 hypermarchés Carrefour en grève, le week-end dernier, en réponse à l'annonce par leur direction de 4 500 suppressions d'emplois et de la réduction à 57 € de la « prime de participation ». Les actionnaires, eux, vont se partager 356 millions d'euros. Quant aux salariés d'Air France, ils ont déjà prévu leur troisième grève consécutive, les 10 et 11 avril, pour arracher 6% d'augmentation de salaire pour tous.

Dans les facultés, les occupations s'étendent contre le plan de sélection à l'entrée à l'université. Et mardi, il y a eu le démarrage de la grève à la SNCF, extrêmement massive, à la mesure de la colère des cheminots. Résultat : mardi, seulement un TGV sur huit et des lignes intercity parfois complètement stoppées.

UN MÉCONTENTEMENT QUI SE GÉNÉRALISE

Dans tous les secteurs, les travailleurs subissent de violentes attaques, l'arrogance de leurs patrons et les mêmes conditions de travail dégradées. Et depuis son élection, Macron a multiplié les offensives contre l'ensemble des salariés et des classes populaires.

Après avoir dynamité le Code du travail pour réduire les droits des salariés du secteur privé, c'est au tour des cheminots et des fonctionnaires d'être attaqués. Parce que dans la fonction publique aussi, le gouvernement veut tout casser : privatiser par morceaux, liquider le statut des fonctionnaires, supprimer des milliers d'emplois, en finir avec les services publics.

L'occasion de rappeler que Macron avait déclaré : « *Je suis pour une société sans statut* ». Ce qui signifie une société où chaque salarié devrait négocier individuellement son contrat de travail et ses droits, son salaire, son temps de travail, ses jours de repos, sans aucune garantie collective.

Et si aujourd'hui, Macron et Philippe s'en prennent frontalement aux cheminots, c'est parce qu'ils espèrent en plus briser leur combativité et leur résistance pour démoraliser l'ensemble du monde du travail, comme Thatcher l'avait fait avec les mineurs anglais, au milieu des années 80. Seulement, voilà, les cheminots sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

UNE GRÈVE CONTRÔLÉE PAR LES GRÉVISTES EUX-MÊMES

Pour s'opposer à l'épreuve de force imposée par le gouvernement, l'intersyndicale des cheminots appelle à faire grève « deux jours sur cinq » jusqu'au mois de juin.

Mais conscients de l'enjeu de la lutte qui s'engage, nombreux sont les cheminots qui veulent se battre pour de bon et commencent à discuter d'une vraie grève, c'est à dire d'une grève reconductible qui devra s'organiser à la base, contrôlée par les grévistes et qui pourrait entraîner d'autres secteurs.

Placer la grève sous le contrôle des grévistes, c'est aussi le seul moyen d'empêcher que telle ou telle organisation syndicale, partie prenante de l'intersyndicale cheminote, aillent négocier avec le gouvernement pour son propre compte, sans mandat des grévistes, au risque de casser la grève.

OUI, LA CONVERGENCE DES LUTTES EST À L'ORDRE DU JOUR !

Face à ces attaques concertées et tous azimuts du gouvernement et du patronat, le mécontentement est général et cela se voit. Cheminots, étudiants, Air France, Carrefour, énergie, collecte des déchets, hôpitaux en grève.

L'urgence, c'est de chercher à faire converger toutes ces luttes du public et du privé, seul moyen pour créer le rapport de forces suffisant pour gagner. Parce que c'est précisément la peur d'une généralisation des conflits, une possible « coagulation » des luttes qui inquiète ce gouvernement et le patronat.

Oui, 50 ans après la grève générale de Mai-Juin 68, l'objectif, c'est bien que ces mobilisations débouchent sur un mouvement d'ensemble, une grève générale qui paralyse totalement l'activité économique du pays.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



« ON EST TOUS LE CHEMINOT DE QUELQU'UN D'AUTRE »

Pour tenter d'isoler les cheminots des autres salariés, le gouvernement et les médias les font passer pour des privilégiés. Mais en fait leur situation ressemble à celle que vivent nombre d'entre nous ...

Un statut qui donne droit à quelques avantages que n'ont pas les autres salariés, ça ressemble bien à la logique de division entre les statutaires en CDI et les intérimaires. Une pénurie de moyens, pas assez d'embauches pour faire le boulot et des conditions de travail dégradées, on subit aussi ! Des salaires bloqués pendant que la boîte fait du profit, c'est pareil que partout.

La concurrence entre les salariés sert à cacher les vrais problèmes, qui sont les mêmes pour tous. Sous prétexte que certains ont ce que d'autres n'ont pas, ils veulent tous nous aligner sur les situations les plus précaires.

La division, c'est l'arme des patrons. Dans le public et dans le privé, tous les salariés ont les mêmes intérêts ! Les cheminots veulent en découdre contre les attaques qu'ils subissent et ont réussi leur mobilisation de cette semaine, à nous de les rejoindre dans la bagarre.

LEURS CHIFFRES, NOS MORTS

Les conditions de travail et de soins à l'hôpital sont dénoncées par les hospitaliers depuis des mois. Une situation dont les gouvernements successifs, à force de coupes budgétaires, portent la responsabilité. Pourtant cette politique tue.

Les échos de patients morts aux Urgences, d'avoir trop attendu, scandent l'actualité récente. Une fatalité ? Bien sûr que non. Selon une enquête de Samu-Urgences de France, le sous-effectif chronique, organisé par souci « d'économies », entraîne une augmentation de la mortalité de 30 % pour les patients les plus graves.

Quelles conséquences pour les hospitaliers ? Rien que sur ces deux derniers mois, cinq salariés des hôpitaux de Paris se sont donné la mort en dénonçant leurs conditions de travail. Les appels de médecins dans la presse se multiplient, mais surtout les coups de semonce des travailleurs se renforcent : des grèves gagnent parfois, comme à Bordeaux, qui permettent d'obtenir des postes, des moyens, le respect des plannings... bref, le strict minimum pour soigner. Un remède à généraliser, pour se défendre face à un gouvernement qui préfère donner, d'ici 2025, 300 milliards à l'armée... plutôt qu'à la santé.

TAVARES TOUCHE UN MILLION D'EUROS POUR LE RACHAT D'OPEL

Carlos Tavares, le PDG de PSA, va toucher une prime de 1 million d'euros suite au rachat d'Opel par PSA l'année dernière. Encore une fois merci patron ! Cette prime porte la rémunération totale de Tavarès à 6,7 millions d'euros au titre de l'année 2017, contre 4,7 millions en 2016 et 5,2 millions en 2015.

Et au même moment Opel vient d'annoncer un plan de départs « volontaires » de ses salariés allemands. La rémunération annuelle de 6,7 millions d'euros de M. Tavares au titre de 2017 se décompose en une partie fixe de 1,3 million, une part variable de 2,4 millions, l'attribution d'actions « de performance » (130 000 actions valorisées à environ 2 millions d'euros), et la prime liée à Opel pour 1 million.

Tavarès n'égale pas encore la rémunération de son ancien patron et maître en la matière Carlos Ghosn le PDG de Renault Nissan Mutsibishi.

LE SUSPENS EST TERMINE

Le patron de LVMH, Bernard Arnault, entre dans le top 5 des hommes les plus fortunés au monde avec un patrimoine évalué de 58,6 milliards d'euros. L'expansion de LVMH s'inscrit dans un mouvement d'expansion du secteur des produits de luxe.

L'explication est simple : l'augmentation des inégalités et l'accaparement de la croissance par les revenus les plus élevés. Ces inégalités permettent aux industriels du luxe à la fois d'étendre leurs marchés et d'augmenter leurs prix. C'est un exemple de plus de l'absurdité de l'économie capitaliste ; incapable d'assurer à chacun des conditions de vie digne alors qu'une minorité nage dans l'opulence.

LE CHIFFRE : 1097

C'est, selon le SNUipp-FSU, le nombre de fermetures de classes prévues dans les écoles situées en zone rurale, sur la base de données collectées dans 90 départements. Avec seulement 289 ouvertures, on parle donc d'une perte nette de 808 classes ... La destruction du service public d'éducation se poursuit.

PAS AUX SALARIÉS DE PAYER POUR LA FIN DU DIESEL

Ces jours-ci, l'usine Bosch de Rodez a été complètement bloquée par des débrayages tournants et des barrages aux portes de l'usine empêchant entrée et sortie des pièces pour la fabrication. Les 1600 salariés de la seule grande usine en France ne fabriquant que pour le diesel, sont en effet menacés.

Bosch est soupçonné d'avoir participé au dieselgate avec Volkswagen et Fiat Chrysler. Et c'est aux salariés que l'on demande d'en payer les conséquences : au moins 300 suppressions d'emploi et le chômage partiel généralisé non compensé.

Les mouvements ont abouti à des premiers reculs : abandon du gel des salaires et des menaces immédiates de suppressions d'emploi, et promesses d'investissements dans d'autres domaines que le diesel. Un répit ! C'est aux patrons qui ont décidé tout seuls de développer le diesel au moment où cela leur apportait des profits de proposer aujourd'hui de nouvelles activités

NON AU LICENCIEMENT DE GAËL QUIRANTE !

Muriel Penicaud, ministre du travail multimillionnaire (7,5 millions d'euros de patrimoine), qui a dirigé Business France, l'entreprise aux 671 infractions au Code du travail, a autorisé le licenciement de La Poste de notre camarade Gaël Quirante, militant à Sud PTT, licenciement que la Poste vient de s'empresser de lui notifier ce mardi.

Après 10 procédures de licenciement en 14 ans, à chaque fois retoquées par l'Inspection du travail, c'est finalement ce gouvernement « ni de droite ni de gauche » mais vraiment ami des riches et complice des licenciements qui veut mettre un point final au combat que mènent les postiers du 92 contre les restructurations, la répression et pour l'application de leurs droits.

La Poste veut le licencier parce qu'il défend ses collègues et participe à la lutte contre les réorganisations du travail dans son entreprise, soutenu par de nombreuses organisations et personnalités qui refusent son licenciement. Ne les laissons pas faire

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**